Résumé d'évaluation

Projet d'adduction en eau potable au Liban Sud

Pays : Liban

Secteur : Eau et assainissement

Évaluateur : Hydroconseil (France)/Ecodit (Liban)

Date de l'évaluation : mars 2015

Données clés de l'appui AFD

Numéro de projet : CLB 1021

Montant : prêt souverain de 12 M€

Taux de décaissement : 91 %

Signature de la convention
de financement : juillet 2002

Date d'achèvement : janvier 2001

Durée : 9 ans et 6 mois

Contexte

Ce projet répond à la nécessité pour l'État libanais de reprendre la maîtrise des services publics dans le Sud après 22 années d'occupation.

Il avait pour objectif général de **rétablir les systèmes d'alimentation en eau** pour permettre une meilleure satisfaction de la demande à court et long terme, ainsi qu'une **exploitation plus économique et mieux contrôlée de la ressource**.

Intervenants et mode opératoire

La **maîtrise d'ouvrage** était assurée par le Conseil de Développement et de Reconstruction (CDR).

La **maîtrise d'œuvre** était assurée par le secteur privé.

Objectifs

Objectifs spécifiques

1. **Optimiser l'exploitation** des émergences et des captages pour l'irrigation et l'alimentation en eau potable pour éviter de solliciter les ressources souterraines et favoriser la recharge des nappes (en période de hautes eaux)
2. **Réserver les ressources** provenant des émergences pour satisfaire les besoins en irrigation et exploiter les nappes souterraines pour assurer les besoins domestiques (en période d'étiage)
3. **Améliorer la connaissance** des ressources en eau dans la zone

Réalisations attendues

- **Réhabilitation** d'ouvrages de captage
- **Renforcement** de réseau
- **Création** d'un nouveau réservoir
- **Extension du réseau** de distribution sur deux villages
- **Réhabilitation** de canaux d'irrigation

Appréciation de la performance

Pertinence

Démarche initiale très pertinente d'un point de vue environnemental et économique. Toutefois, les modifications du projet ont eu pour conséquence **d'augmenter la pression sur les ressources en eau souterraines et ont de ce fait fortement entaché la pertinence initiale du projet.**

Efficacité

Les activités envisagées après la modification du projet ont été réalisées (une seule composante est encore inachevée lors de l'évaluation).

En revanche, l'extension du réseau de distribution et la mise en place de trois forages (au lieu du captage du surplus des eaux de surface en période de hautes eaux), entraîne une pression sur la ressource et des contraintes d'exploitation pour l'Établissement des eaux du Liban Sud (EELS).

De plus, **les ménages qui ont bénéficié des extensions de réseau continuent à devoir recourir aux fournisseurs privés**, les quantités fournies étant insuffisantes.

Efficiences

Les travaux ont été conduits sur un temps court. Le coût du projet est dans la norme, mais sa durée d'exécution de plus de 15 ans, étendue en raison de contraintes internes et externes, réduit son efficacité.

De même, **le fait d'avoir recouru à des forages au lieu de faire les captages prévus a largement augmenté le coût du projet** pour une appropriation très relative des ouvrages, puisqu'ils ne sont pas assez productifs.

Impact

L'impact est plutôt positif pour les usagers. **5 300 ménages ont eu accès au réseau public à Nabatiyeh**, par exemple. Mais les **débits sont trop faibles** et le recours aux fournisseurs privés a un impact fort sur le budget des ménages.

Pour l'EELS, l'impact est plus discutable puisque l'exploitation des ouvrages installés est contraignante et économiquement défavorable.

D'un point de vue environnemental, ce projet a pour conséquence finale d'augmenter la pression sur la ressource.

Viabilité/durabilité

Du fait de la **faible appropriation des ouvrages par l'opérateur de service**, la durabilité des investissements apparaît comme très limitée.

Valeur ajoutée/visibilité de l'appui AFD

La valeur ajoutée de l'AFD se situe principalement dans

- la réactivité des équipes de l'agence,
- la souplesse observée pendant la mise en œuvre du projet (reports de la date limite de versement des fonds, intervention rapide pour redimensionner le projet),
- et l'implication des équipes dans le suivi des activités post-clôture (dans la limite des possibilités d'effectuer des déplacements dans le Sud).

Conclusions et enseignements

Il aurait certainement été plus pertinent de ne pas abandonner les solutions initialement envisagées (captages sur les eaux de surface) et de prendre le temps d'une concertation ou d'une négociation plus forte avec les acteurs locaux à l'origine des blocages.

La maîtrise d'œuvre technique (correctement assurée par le CDR) aurait donc gagné à être associée à une **maîtrise d'œuvre sociale** adaptée au contexte libanais.

La dimension gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) inscrite dans la formulation initiale est entrée en contradiction avec le caractère d'urgence de l'intervention qui s'explique par le contexte historique du Liban au moment de la formulation.

De plus, une place plus importante doit être accordée au futur opérateur du service, l'Établissement des eaux, pour garantir une bonne appropriation des ouvrages et leur adaptation aux contraintes d'exploitation.